

Enjeux et défis du XX^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois

NKOLO NDJODO Léon-Marie^①

Université de Maroua, Cameroun

Received: 09/01/2023

Revised: 12/03/2023

Accepted: 24/03/2023

Citation (APA)

Nkolo Ndjodo, L.-M. (2023). Enjeux et défis du XX^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois. *Revue d'Études Sino-Africaines (RÉSA)*, 2(1), 36–51. <https://doi.org/10.56377/jsas.v2n1.3651>

Résumé

Cet article fait le bilan de la décennie écoulée en Chine et présente les perspectives pour le milieu du siècle à la suite de la tenue du XX^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois. Il met l'accent sur l'attachement du Président Xi Jinping aux orientations fondamentales du pays fixées par Chairman Mao Zedong : le socialisme à la chinoise, la démocratie à la chinoise et l'unité nationale. Cet article tente aussi de donner des indications relatives aux conditions dans lesquelles la marche de la Chine vers le progrès pourrait servir d'exemple pertinent pour d'autres pays du Sud en quête d'une voie originale pour réaliser leur développement et leur modernisation.

Mots-clés : socialisme, démocratie, unité nationale, révolution, modernisation.

^① Nkolo Ndjodo Léon-Marie est Maître de conférences en philosophie à l'Université de Maroua. Il est titulaire d'un doctorat en philosophie et d'un Master en éducation comparée obtenu à l'Université Normale de Zhejiang en Chine. Ses recherches portent sur le postmodernisme, les études postcoloniales et décoloniales, la géopolitique et la géo-économie des relations sino-africaines.

Issues and challenges of the 20th National Congress of the Communist Party of China

Abstract

This article reviews the past decade in China and presents the prospects for the middle of the century following the 20th National Congress of the Chinese Communist Party. It emphasises President Xi Jinping's commitment to the country's fundamental orientations set by Chairman Mao Zedong: Chinese-style socialism, Chinese-style democracy, and national unity. This article also attempts to give indications as to the conditions under which China's march towards progress could serve as a relevant example for other countries of the South in search of an original way to achieve their development and modernisation.

Keywords: socialism, democracy, national unity, revolution, modernisation.

Introduction

Débutés le 16 octobre, les travaux du XX^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois (PCC) se sont achevés le 22 octobre 2022 sous la présidence de son Secrétaire Général, le camarade Xi Jinping. En guise de rapport, Xi Jinping a prononcé un discours de clôture intitulé : « *Porter Haut la Grande Bannière du Socialisme aux Caractéristiques Chinoises et Lutter dans l'Unité pour Bâtir un Pays Socialiste Moderne à Tous Égards* ». Ce discours a donné le ton des nouvelles orientations du pays impulsées par le PCC non seulement pour les cinq prochaines années, mais également à l'horizon 2049^①. Le Président Xi Jinping a fixé le nouveau cap historique du pays : « faire de la Chine un pays socialiste moderne prospère, puissant, démocratique, harmonieux et hautement civilisé » à l'horizon 2049, au moment de la célébration du centenaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Il a par ailleurs réaffirmé l'orientation de démocratie nouvelle fixée à la Chine par Mao Zedong et maintenu le cap du front uni national comme vecteur principal de cette démocratie de coopération multipartite. Proclamée par Xi Jinping, une telle ambition socialisme, démocratie, révolution patriotique conduite sous la bannière du socialisme à la chinoise et guidée par les principes de souveraineté, de développement pacifique et de prospérité partagée ne sonne-t-elle pas d'une résonance singulière pour de nombreux pays du Sud, notamment ceux d'Afrique, soucieux de renforcer leurs relations d'amitié et de solidarité avec la Chine et d'explorer en toute autonomie leur propre voie du développement adaptée à leurs conditions nationales ?

^① La Chine a récemment été l'objet de multiples pressions de la part des puissances occidentales intéressées à l'ériger, comme l'atteste le nouveau *Concept stratégique* de l'Otan (2022), en « rival systémique » dont « les ambitions déclarées et les politiques coercitives défient nos intérêts, notre sécurité et nos valeurs », un « défi » pour la « sécurité future » de l'Occident. Dans sa nouvelle stratégie de défense, le ministère américain de la défense a estimé que la Chine « présente le défi le plus fondamental et le plus systémique pour les intérêts nationaux des États-Unis ».

I. L'ère du socialisme à la chinoise de la prospérité commune : progrès, missions et messages

Le Président chinois Xi Jinping a engagé dans le cadre du socialisme à la chinoise, la mise en œuvre de la politique de la prospérité commune. Cet engagement a affiché les nouvelles missions assignées au PCC et exprimé un message solennel adressé au monde entier en faveur d'un multipartisme dépouillé de toute tentative d'hégémonie.

I.I Une décennie d'accomplissements pour le Parti Communiste Chinois

Ouverte en 2012 avec la tenue du XVIII^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois suivi le 18 octobre 2017 par la tenue du XIX^{ème} Congrès National, la dernière décennie a été pour la Chine celle de progrès fulgurants. Le PCC est entré dans le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère tout en poursuivant le projet d'édification d'une société de moyenne aisance dans tous les aspects. Il a inauguré une nouvelle étape dans la poursuite du « Rêve chinois » de « renouveau de la nation chinoise » après « le siècle de l'humiliation » entamée par les Guerres de l'Opium (Xi, 2017).

On le comprend, la « nouvelle ère » prend en compte la question décisive du suivi du socialisme à la chinoise notamment en cette période de prospérité. Pour répondre à cette attente majeure, le PCC doté d'une direction centralisée et d'une Constitution révisée a achevé l'édification d'une société de moyenne aisance à tous égards, approfondi la politique de la réforme et d'ouverture, modernisé le système de gouvernance chinois, développé la démocratie populaire intégrale, assuré une victoire définitive contre l'extrême pauvreté, construit une culture socialiste saine et développée, sauvegardé la sécurité nationale et mis en pratique les principes d'une diplomatie de grand pays aux caractéristiques chinoises. Confrontée dès 2020 à la pandémie de la Covid 19, la Chine a placé la vie des gens au-dessus de toute autre valeur grâce à une politique de « zéro Covid » qui a permis de limiter drastiquement les pertes en vies humaines sur le territoire chinois (Xi, 2022: 1-3).

Face aux nombreux problèmes subsistants dont entre autres : le formalisme, la bureaucratie, la mentalité de la recherche des privilèges, la corruption au sein du Parti, le développement non coordonné, déséquilibré et inégal, le manque de confiance de certaines personnes dans le système politique du socialisme aux caractéristiques chinoises, l'égoïsme, la pollution environnementale, les menaces d'atteinte à la politique d'Un Pays, Deux Systèmes et le séparatisme à Taïwan, le Parti et l'État chinois ont agi avec vigueur et efficacité. Guidé par la Pensée de Mao Zedong, la Théorie de Deng Xiaoping, la Théorie des Trois Représentations, la Perspective Scientifique sur le Développement, la Pensée de Xi Jinping le PCC a mis en œuvre le Socialisme aux caractéristiques chinoises de la Nouvelle Ère, engagé la modernisation de la Chine en identifiant les nouvelles difficultés existant entre le développement et les aspirations sans cesse croissante des populations à une vie meilleure (Xi, 2022: 3). Il a complètement éradiqué l'extrême pauvreté, mis la Chine sur la voie du développement en la maintenant au rang de deuxième puissance économique mondiale, de première puissance céréalière, manufacturière et portuaire, de leader mondial dans le réseau des Trains à Grande Vitesse (TGV) et des autoroutes.

En dix ans, la Chine a accédé au rang de nation innovante dans de nombreux domaines de la technologie, de la conservation de l'eau, de l'énergie, de l'information, de la technologie nucléaire. Sous l'impulsion du PCC, elle a maintenu une stratégie proactive d'ouverture économique basée sur la promotion du libre-échange avec des projets à vocation mondiale comme l'Initiative la Ceinture et la Route (BRI) devenue un bien public mondial avec la participation de près de 180 pays et organisations internationales. Elle a approfondi sa politique socialiste de démocratie consultative, de front uni patriotique et de développement de l'état de droit socialiste. En confortant le rôle directeur du marxisme dans le domaine idéologique, la Chine a mis en œuvre une politique de développement centrée sur l'homme en matière d'éducation, d'emploi, de services sanitaires, de prise en charge des personnes âgées, de logement, d'assistance sociale. L'espérance de vie des Chinois a atteint 78.2 ans. Des avancées importantes ont été enregistrées dans le développement vert, la modernisation de l'armée. La Chine a engagé des efforts remarquables sur la scène internationale dans la promotion du multilatéralisme, contre l'hégémonisme, l'intimidation et les politiques de la puissance et des sphères d'influence. En dix ans, la Chine est passée de nation faible à acteur fort et respecté du système international (Xi, 2017 : 8-11)^①.

1.2 La nouvelle tâche centrale du Parti communiste chinois

Déployant d'ingénieux efforts dans l'adaptation du marxisme au contexte chinois et aux besoins du monde moderne, le PCC n'a accordé aucune limitation à l'innovation théorique, ni fixé de bornes à la pratique (Xi, 2022: 11-17). Battant en brèche les discours sur le triomphe du « Consensus de Washington » et la victoire idéologique irréversible du libéralisme qui aurait définitivement fermé la porte à toute alternative au capitalisme (Bell, 1997; Fukuyama, 1992; Huntington, 1997), les communistes chinois ont réussi à ruiner l'illusion de l'incapacité prétendue du socialisme à conduire un projet de modernisation sociale et économique. Ils se sont même assigné une nouvelle mission : bâtir une grande Chine socialiste moderne dans tous les domaines. La société de moyenne aisance ayant été réalisée (2020), le nouvel objectif est de construire un grand pays socialiste moderne, puissant et prospère à l'horizon 2049. Voici esquissés par Xi Jinping les contours de cette nouvelle mission :

À partir de cet instant, la tâche centrale du Parti Communiste Chinois est de conduire le peuple multiethnique chinois (56 groupes ethniques) dans un effort concerté pour réaliser l'objectif du Second Centenaire qui est de faire de la Chine un grand pays socialiste moderne et de poursuivre le renouveau de la nation (Xi, 2022: 18).

^① Le 21 février 2023, la Chine a présenté son *Document conceptuel sur l'Initiative pour la sécurité mondiale*. Voici les principes qui encadrent cette vision chinoise de la sécurité internationale fondée sur la coopération et la solidarité, similaire par ailleurs à la vision russe de « l'indivisibilité de la sécurité » : 1. Soutenir fermement le rôle central des Nations Unies dans la gouvernance de la sécurité ; 2. S'efforcer de promouvoir la coordination et des interactions saines entre les grandes puissances ; 3. Promouvoir activement le dialogue et la résolution pacifique des points chauds (les différends, les divergences) ; 4. Relever efficacement les défis traditionnels et non traditionnels en matière de sécurité ; 5. Renforcer sans cesse l'édification du système et des compétences sur la gouvernance de la sécurité mondiale. Dans les affaires internationales, la Chine défend le respect mutuel entre les États, l'ouverture et l'inclusivité, le multilatéralisme, l'approche mutuellement bénéfique et gagnant-gagnant, la planification d'ensemble en prenant en compte de différents aspects.

https://www.fmprc.gov.cn/fra/wjb/wjbz/zyhd/202302/t20230222_11029688.html

Il faut dire que cette modernisation socialiste à la chinoise comporte des spécificités : une immense population de plus de 1.4 milliards ; la prospérité pour tous ; le progrès matériel et culturel ; l'harmonie entre l'homme et la nature ; le développement pacifique. À cet effet, elle empruntera une route en deux étapes majeures : réaliser essentiellement la modernisation socialiste de 2020 à 2035 ; faire de la Chine un grand pays moderne socialiste prospère, puissant, démocratique, culturellement avancé, harmonieux et beau aux environs de 2049.

Dans la première étape, il s'agira de transformer la Chine en un pays socialiste développé de niveau intermédiaire à travers l'augmentation de la puissance économique, l'accroissement de l'innovation scientifique et technologique, l'adoption d'un nouveau schéma d'industrialisation, d'urbanisation et de modernisation agricole, le renforcement du *soft power* national, l'édification d'une Chine belle et sûre. Dans la seconde étape, la Chine accédera au stade de grand pays socialiste moderne civilisé.

En clair, au milieu du XXI^{ème} siècle, date du centenaire de la fondation de la République Populaire de Chine par Chairman Mao Zedong, la Chine deviendra la nation la plus développée et la plus puissante du monde. Le socialisme se réconciliera avec la prospérité inaugurant ainsi un nouveau chapitre dans l'histoire de l'humanité : celle de la réalisation du bien-être, du progrès et du développement dans la liberté, l'égalité et la paix, sans hégémonie ni exploitation, sans domination ni colonisation. C'est à ce niveau précisément que l'expérience de la Chine peut s'avérer précieuse pour les autres pays du monde, particulièrement ceux d'Afrique en quête de modernisation dans la paix et l'harmonie.

I.3 Un message au monde, aux pays en voie de développement et à l'Afrique

Le XX^{ème} Congrès National du PCC a été l'occasion pour la Chine de réaffirmer sa vision du développement pacifique et harmonieux dans le contexte des tensions qui prévalent sur la scène internationale. Cette vision peut être déclinée en quelques idées-clés : il n'existe pas de voie unique du développement, du progrès ou de la modernisation ; chaque pays, petit ou grand, a le droit de définir librement sa voie de développement adaptée à ses conditions nationales, son histoire, sa culture ; le progrès et le développement ne sont pas incompatibles avec l'harmonie entre les nations ; tous les pays du monde constituent dans la diversité de leurs productions une communauté humaine avec un avenir commun.

C'est au nom de ces principes – ceux du *développement autonome et pacifique* – que la Chine s'est toujours opposée à l'hégémonisme, à l'usage de la force, à l'ingérence, à l'invasion, et a toujours poussé à la construction d'un nouveau type de relations internationales et d'une nouvelle gouvernance mondiale basée sur le partenariat, la compréhension mutuelle et la coopération d'égal à égal^①. S'adressant au monde et particulièrement aux pays en voie de développement, Xi Jinping s'est montré clair :

^① Dans le cadre des efforts visant à résoudre le conflit russo-ukrainien par exemple, la Chine a dévoilé un document nommé *Position de la Chine sur le règlement politique de la crise ukrainienne*. Il comporte douze points pour parvenir à la paix : 1. Respecter la souveraineté de tous les pays ; 2. Renoncer à la mentalité de la guerre froide ; 3. Cesser les hostilités. Les conflits et les guerres ne font de bien à personne ; 4. Lancer les pourparlers de paix ; 5. Régler la crise humanitaire ; 6. Protéger les civils et les prisonniers de guerre ; 7. Préserver la sécurité des centrales nucléaires ; 8. Réduire les risques stratégiques ; 9. Faciliter

En poursuivant la modernisation, la Chine n'empruntera pas le vieux chemin de la guerre, de la colonisation et du pillage suivi par certains pays. Ce chemin brutal et sanglant de l'enrichissement au détriment des autres a causé des souffrances aux peuples des pays en voie de développement. Nous nous tiendrons fermement du bon côté de l'histoire et du côté du progrès de l'humanité. Dévoués à la paix, nous aspirons à sauvegarder la paix mondiale et le développement tout en poursuivant notre propre développement, et ferons de plus grandes contributions à la paix et au développement du monde à travers notre propre développement (Xi, 2022: 19).

L'Afrique se montre sensible à cette nouvelle approche promue par la Chine. Durant de longs siècles, l'Afrique a connu les ravages de la colonisation, de la guerre et de l'occupation étrangère. Ses structures sociales, politiques et culturelles, ses langues, ses religions, ses connaissances et ses croyances ont été détruites par l'impérialisme, ses terres et ses hommes ont été exploités et pillés. Asservie, privée de sa liberté, elle s'est vue imposée de nouveaux modèles de développement inadaptés à ses besoins, mais inspirés par les besoins de nations étrangères. Des schémas extravertis de modernisation lui ont été présentés auxquels elle s'est vue contrainte d'adhérer. Les décennies 1980-2000 par exemple ont été celles de l'apogée de l'imposition à l'Afrique des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) par les institutions financières internationales (Nkolo Ndjodo, 2021). Inspirés par un modèle de développement unique et extraverti attaché à des conditionnalités politiques « démocratiques » et culturelles pensées ailleurs, ces plans se sont soldés sur le continent africain par un échec cuisant. Des secteurs entiers de l'économie, de la santé, de l'éducation et de la culture de nombreux pays africains se sont effondrés. En fait, ces modèles de développement n'étaient pas adaptés aux conditions nationales (histoire, culture, société) des pays africains, ils n'obéissaient pas aux besoins propres des sociétés africaines ni ne répondaient aux défis auxquels elles étaient confrontées. Il est temps que l'Afrique trace sa propre voie dictée par son expérience historique.

La Chine s'est toujours gardée de présenter sa voie du développement comme l'exemple à suivre, le modèle à imiter. Elle pense qu'aucun modèle n'est à imiter, chaque pays doit créer son propre modèle à partir de son contexte et des caractéristiques de son peuple. L'expérience chinoise n'en demeure pas moins une formidable source d'inspiration. Il y a cinq ans, Xi Jinping n'hésitait pas à le reconnaître :

Le chemin, la théorie, le système et la culture du socialisme aux caractéristiques chinoises n'a cessé de se développer, ouvrant une nouvelle voie à d'autres pays en développement pour parvenir à la modernisation. Il offre une nouvelle option aux autres pays et aux autres nations qui veulent accélérer leur développement tout en préservant leur indépendance (Xi, 2017: 9)^①.

l'exportation des céréales ; 10. Mettre fin aux sanctions unilatérales ; 11. Assurer la stabilité des chaînes industrielles d'approvisionnement ; 12. Promouvoir la reconstruction postconflit.

https://www.fmprc.gov.cn/fra/zxxx/202302/t20230224_11030718.html

^① À la réunion de haut niveau du dialogue entre le PCC et des partis politiques mondiaux tenue à Pékin le 15 mars 2023, Xi Jinping a proposé « L'Initiative de civilisation mondiale ». Cette nouvelle proposition présentée à la communauté internationale par la Chine souligne que la tolérance, la coexistence, les échanges et l'apprentissage mutuel entre les différentes civilisations jouent un rôle irremplaçable pour faire progresser le processus de modernisation de l'humanité et pour l'épanouissement du jardin de la civilisation mondiale, car l'avenir de tous les pays est aujourd'hui étroitement lié. Cette initiative, qui fait suite à « L'Initiative pour le développement mondial » et à « L'Initiative pour la sécurité mondiale », montre le désir du PCC de travailler avec les partis politiques de tous les pays afin de promouvoir la modernisation avec leurs propres caractéristiques. Ainsi, le PCC souhaite promouvoir les échanges et l'apprentissage mutuel entre les civilisations mondiales pour un destin partagé pour

2. La Chine de la démocratie nouvelle

L'une des particularités du XX^{ème} Congrès du PCC a été la réaffirmation du caractère démocratique du système politique chinois. Il s'agit d'une démocratie d'un genre nouveau que Xi Jinping s'est engagé à renforcer sur les plans politique, économique et culturel. Il s'appuie fermement sur l'héritage de Mao Zedong.

2.1 Idées reçues sur la démocratie en Chine

La Chine est souvent présentée dans le discours officiel dominant comme un système non-démocratique, une « dictature », un « régime autoritaire », voire un État totalitaire peu soucieux du respect de la démocratie et des droits de l'homme. Ces accusations ont récemment pris un relief particulier à la faveur de la brusque compétition initiée par un Occident fébrile contre une Chine dont la spectaculaire modernisation socialiste est ressentie par le prétendu « monde libre » comme une « menace systémique » pour ses « valeurs » universelles démocratiques et libérales : liberté individuelle, démocratie, droits humains, État de droit. Dans un rapport spécial de la Commission sur la Dimension Civile de la Sécurité (CDS) de l'Assemblée Parlementaire de l'OTAN intitulé *La Chine et l'Ordre Libéral Mondial* (2020), Lord Jopling dénonce « le non-respect par Pékin des valeurs libérales fondamentales et des normes internationales en matière de droits humains ». Tout en soulignant « les efforts déployés par la Chine pour promouvoir et exporter son modèle de gouvernance autoritaire au-delà de ses frontières », il conclut que « les tentatives de Pékin de saper l'ordre libéral mondial constituent une menace pour les valeurs communes qui définissent l'Alliance ». Il appelle « les Alliés à réaffirmer leur unité et résister aux actions inacceptables entreprises par la Chine sur son territoire et à l'étranger ». La question est bien de savoir si de telles déclarations correspondent à la réalité du système chinois. Mao Zedong lui-même, fondateur en 1949 de la Chine socialiste, définissait la Chine sortie de la révolution comme étant celle de la « démocratie nouvelle ». Il s'agit de définir cette notion dans son contenu concret, de fixer son importance dans la marche de la Chine vers l'édification du socialisme et de dégager son importance pour les autres pays en développement dans leur quête de libération et de prospérité adaptée à leurs conditions sociohistoriques.

2.2 La révolution de la démocratie nouvelle comme clé de voûte du socialisme aux caractéristiques chinoises

Dans un écrit datant de janvier 1940, *La démocratie nouvelle*, Mao Zedong a clairement fixé le but de la révolution chinoise : bâtir une Chine entièrement nouvelle sur les plans politique, économique et culturel (Mao, 1965: 2). La Chine ancienne était une société semi-féodale et semi-coloniale caractérisée par l'occupation étrangère, l'exploitation économique, la tyrannie politique, l'ignorance scientifique et l'arriération culturelle. La Chine nouvelle doit être libre, prospère, éclairée et culturellement avancée. Une telle transformation exige un processus révolutionnaire en deux phases étroitement liées : une révolution démocratique et une révolution socialiste. Cette démocratie aux caractéristiques chinoises tient sa spécificité

l'humanité. Les défis communs de l'humanité représentés par le processus de la modernisation mondiale et le progrès de la civilisation humaine appellent des solutions originales propres à chaque nation.

du fait qu'elle est une dictature exercée en commun par *toutes* les classes révolutionnaires. Cela signifie qu'en Chine outre le Parti communiste, alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie, il existe d'autres classes révolutionnaires comme les intellectuels, la petite bourgeoisie urbaine et la bourgeoisie nationale qui participent à la gestion de l'État sous la direction du prolétariat à proportion égale de leur part dans la lutte pour l'indépendance nationale. C'est donc cela la « démocratie nouvelle ». Elle représente, selon Mao Zedong, la première phase de la révolution chinoise qui correspond à la phase historique actuelle (Mao, 1965: 3).

C'est à cette démocratie nouvelle que fait sans doute allusion le Président Xi Jinping lorsqu'il affirme lors du XX^{ème} Congrès National du Parti Communiste Chinois : « En tant que grand pays en développement, la Chine se trouve encore au stade primaire du socialisme et traverse une vaste et profonde transformation sociale » (Xi, 2022: 17). Depuis 2012, la démocratie nouvelle chinoise, stade primaire du socialisme, est entrée dans une « nouvelle ère » qui est celle de la société de moyenne aisance. Avec le XX^{ème} Congrès National du PCC (2022), la Chine de démocratie nouvelle est passée à une étape supérieure, celle des fondations politiques, économiques, technologiques et culturelles d'une société chinoise véritablement socialiste et pleinement développée.

2.3 Le système politique de la république de démocratie nouvelle

Sur le plan politique, la démocratie nouvelle signifie que le prolétariat établit avec la bourgeoisie nationale un front uni révolutionnaire patriotique, nationaliste et anti-impérialiste. Mao Zedong soulignait qu'en dépit de sa trahison, la bourgeoisie nationale d'un pays semi-colonial comme la Chine conservait néanmoins un esprit révolutionnaire (Mao, 1965: 7). La « république de démocratie nouvelle » a donc pour base le « front uni » dont la seule mesure est la participation ou non à la lutte de résistance contre l'impérialisme. Dictature conjointe de toutes les classes révolutionnaires de la société, la république de démocratie nouvelle est une forme politique transitoire caractéristique des processus révolutionnaires dans les nations coloniales ou semi-coloniales d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine soucieuses du fait de leurs conditions historiques particulières de réaliser l'indépendance nationale avant la lutte des classes. L'originalité de la forme chinoise du socialisme tient au fait que les intérêts des couches bourgeoises sont garantis ; ces couches ne sont pas détruites comme dans le processus révolutionnaire soviétique, mais elles sont intégrées dans l'État socialiste en voie d'édification. La « structure politique » de la république de démocratie nouvelle est celle des assemblées populaires et son système politique est le « centralisme démocratique » (Mao, 1965: 9). C'est la structure et le système en vigueur dans la Chine actuelle.

C'est en référence à cette structure et ce système politiques que Xi Jinping déclare pendant la session de clôture du XX^{ème} Congrès National du PCC : « La Chine est un pays socialiste de dictature populaire démocratique sous le leadership de la classe laborieuse basée sur une alliance des travailleurs et des paysans ; tout le pouvoir d'État en Chine appartient au peuple » (Xi, 2022; 31). Dans la phase primaire du socialisme qui est celle de la Chine actuelle (Xi, 2022: 17), le peuple tout entier gouverne directement le pays à travers les congrès populaires qui élisent directement les députés ; les syndicats des travailleurs ; les fédérations des femmes ; les Ligues des Jeunesses Communistes ; et un système de démocratie consultative

qui opère au sein de la Conférence Consultative du Peuple Chinois (CPPCC) en tant que plate-forme de construction d'un « large consensus » (Xi, 2022: 33-34) impliquant la coopération entre d'une part le PCC et d'autre part les autres partis politiques légalisés, les figures non politiques, les groupes ethniques, les communautés religieuses, les intellectuels non affiliés au PCC, le monde des affaires et même les Chinois de l'étranger. Dans la phase en cours de démocratie nouvelle, la phase primaire du socialisme de la prospérité, la Chine expérimente un processus collaboratif que Xi Jinping qualifie de « démocratie populaire intégrale ».

2.4 Le système économique de la république de démocratie nouvelle et la coexistence des modes de production et des régimes de répartition

La république de démocratie nouvelle a pour système économique la propriété d'État. Selon ce principe de base clairement fixé par Mao Zedong, l'outil de production, chinois ou étranger, est nationalisé, placé entre les mains de la collectivité afin que le peuple ne subisse pas les préjudices et les souffrances d'une hégémonie exercée par le secteur privé sur l'économie. Néanmoins, dans la république de démocratie nouvelle la propriété privée du capital est maintenue. Légitimé et consacré, le capital privé est contenu dans les limites de son engagement à produire la prospérité de la nation. L'une des spécificités de l'expérience du socialisme dans les pays en développement, en Chine en particulier, s'exprime dans ce qu'ils sont contraints de passer par l'étape transitoire de la démocratie nouvelle, à la différence de l'expérience soviétique qui vît l'éradication complète de la propriété privée des moyens de production. Mao Zedong est formel :

L'économie d'État de la république de démocratie nouvelle placée sous la direction du prolétariat est de caractère socialiste et constitue la force dirigeante dans l'ensemble de l'économie nationale ; mais cette république ne supprime pas les autres formes de propriété privée capitaliste ni n'interdit le développement de la production capitaliste lorsque celle-ci « ne contrôle pas les moyens d'existence du peuple », en raison de l'état encore arriéré de l'économie chinoise (Mao, 1965: 10).

Plus tard, dans un temps jugé relativement long, la Chine progressera vers le système économique du socialisme et la société communiste.

Dans cette perspective, la Chine expérimente actuellement un système économique dual dans lequel cohabitent harmonieusement secteur public et secteur privé. Dès le lancement par Deng Xiaoping de la Politique d'Ouverture et de Réforme (1978), la Chine n'a cessé de libérer ses forces productives en mettant ses capitalistes nationaux au service du développement du pays. Dans la Théorie des Trois Représentations, Jiang Zemin poussait à intégrer les « forces productives progressistes » parmi les trois catégories représentées au sein du PCC à côté de la culture chinoise moderne et des « intérêts fondamentaux de la majorité de la nation chinoise ». Le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère renforce cette option d'un système économique mixte, celui de l'économie socialiste de marché, propre à la démocratie nouvelle quand bien même celle-ci passerait à la phase actuelle d'édification du socialisme de la prospérité. Lors du XX^{ème} Congrès National du PCC, Xi Jinping a maintenu le cap : « Nous fournirons un environnement favorable aux entreprises privées, protégerons leurs droits de propriété et les droits et intérêts des travailleurs conformément à la loi, et faciliterons la croissance du secteur privé » (Xi, 2022: 24).

En quatre décennies, la Chine est passée d'une des nations les plus pauvres de la terre en deuxième puissance économique de la planète.

2.5 La culture de la république de démocratie nouvelle

La république de démocratie nouvelle affiche une culture nouvelle qui est le reflet de la politique nouvelle et de l'économie nouvelle tout en se mettant à leur service. Cette culture s'oppose à l'ancienne culture féodale confucianiste de même qu'elle rompt avec la culture impérialiste (Mao, 1965 : 18-19). La république de démocratie nouvelle offre donc un front uni culturel à l'image du front uni politique et du front uni économique. Il s'agit d'un front uni idéologique national, antiféodal et anti-impérialiste. D'un point de vue concret, la culture de la république de démocratie nouvelle est dirigée par les idées du communisme. Si ces idées sont dominantes, Mao Zedong s'empresse de souligner qu'elles ne sont néanmoins pas les seules. La culture de démocratie nouvelle n'est pas encore socialiste ou communiste. Elle n'est ni une culture bourgeoise ni une culture socialiste, elle est plutôt une culture transitoire de l'une vers l'autre. La culture de démocratie nouvelle est une culture *nationale, scientifique* et de *masse*. Nationale, parce qu'elle lutte contre l'oppression impérialiste, exalte la dignité et l'indépendance nationale chinoise, assimile le meilleur des idées étrangères (lumières, marxisme) et l'adapte au contexte chinois ; scientifique, parce qu'elle s'oppose à toute pensée féodale et superstitieuse, préconise de rechercher la vérité à partir des faits et promeut l'esprit critique ; populaire, car démocratique, c'est-à-dire mise au service et à la disposition des masses laborieuses paysannes et ouvrières qui forment plus de 90% de la population totale de la Chine (Mao, 1965: 25-26).

Cette culture nouvelle de la nation chinoise au stade de la démocratie nouvelle, stade préparatoire au socialisme, est celle que nous avons présentement sous les yeux. Xi Jinping l'a reconnu le 22 Octobre 2022 : « Afin de construire un pays socialiste moderne à tous égards, affirme-t-il, nous devons développer une culture socialiste avec des caractéristiques chinoises et avoir davantage confiance dans notre culture » (Xi, 2022: 36). Dans la phase actuelle de l'édification du socialisme de la prospérité, il s'agit d'une culture démocratique centrée sur le peuple, une culture nationale moderne guidée par le marxisme et attentive aux traits les plus fins de la culture traditionnelle chinoise, une culture intellectuellement développée, orientée vers l'éducation scientifique, technologique et l'élévation morale, une culture soucieuse de la civilité et des valeurs de travail, de patriotisme, de collectivisme, de famille et de prospérité commune.

2.6 La démocratie nouvelle chinoise : un modèle pour les pays du Sud ?

Les pays en développement du monde et d'Afrique ont en partage avec la Chine le fait d'avoir subi de longs siècles d'oppression coloniale. Pour réaliser leurs objectifs de modernisation, beaucoup de pays africains ont emprunté la voie des réformes démocratiques sur le modèle de la démocratie de compétition de type procédural, électif et représentatif occidental. À l'évidence, cette voie centrée sur le sujet individuel et les rivalités entre partis et groupes sociaux et politiques cadre peu avec les traditions, cultures et besoins de nombreuses sociétés du monde. Les crises auxquelles elles sont confrontées (fraudes électorales,

contestations des résultats du vote, violence sociale, montée des extrêmes) trahissent un déficit de la démocratie libérale qu'il importe de corriger. Il serait peut-être temps de passer à un modèle différent de démocratie plus consensuel, collaboratif, coopératif et consultatif davantage adapté aux conditions historiques et nationales des pays du Sud. Il ne peut y avoir une forme universelle et unique de la démocratie. La « démocratie nouvelle du Sud » serait basée sur : la négociation et l'atténuation de la compétition entre les diverses couches sociales et politiques, une économie mixte public/privé et une culture nationale, scientifique, éthiquement développée et populaire.

3. Le front uni patriotique révolutionnaire

Comme condition à l'épanouissement du socialisme démocratique chinois, le front uni révolutionnaire, patriotique et national a particulièrement retenu l'attention de Xi Jinping. Ici aussi, il marche fidèlement sur les pas de Mao Zedong qui avait fixé les principes et la signification de la démocratie consultative chinoise en marche vers l'édification du socialisme.

3.I Rappel historique et philosophique sur le rejet du sectarisme de la porte close et l'adoption du front uni patriotique comme tactique marxiste-léniniste

En 1935, Mao Zedong publie *La tactique de la lutte contre l'impérialisme japonais*. Il y présente les particularités de la situation politique de la Chine à cette date, développe son idée de front uni patriotique et esquisse les contours concrets de la république populaire qui en est l'émanation. Pays semi-colonial placé sous la domination conjointe de plusieurs États impérialistes occidentaux et du Japon, la question qui se pose à toutes les classes sociales de la Chine est : que faire ? Résister ? Capituler ? Ou balancer entre les deux solutions ? Les ouvriers, les paysans et la petite bourgeoisie réclament la résistance ; la bourgeoisie nationale, la bourgeoisie compradore, la classe des propriétaires fonciers et le Kuomintang de Tchiang-Kaï-chek choisissent la trahison.

Dans le camp des traîtres qui ont « perdu tout sentiment national », car leurs « intérêts sont inséparables de ceux des impérialistes », Mao Zedong note que « la bourgeoisie nationale pose un problème complexe » (Mao, 1965: 3-8). Elle hésite entre l'alliance avec le capital étranger, les intérêts fonciers chinois et les compradores (l'aile droite), et l'alliance avec la classe ouvrière et les paysans (l'aile gauche). Elle lutte tantôt contre le Parti Communiste Chinois (PCC), tantôt contre le Kuomintang de Tchiang-Kaï-chek. Son camp est loin d'être uni et inébranlable. Mais aussi faible soit-elle, la bourgeoisie nationale n'est pas condamnée à trahir la révolution. Dans certains cas et sous certaines conditions (guerres d'intérêts avec les compradores ou les propriétaires fonciers, luttes entre impérialistes avec répercussion sur leurs valets locaux), elle peut se placer du côté du peuple. Ce fut le cas lors de la Longue Marche : paysans, ouvriers, étudiants, minorités nationales et bourgeoisie nationale se rassemblèrent progressivement dans un large front uni national anti-impérialiste dirigé par le PCC. Pour Mao Zedong, la mission du PCC devait donc changer : « Notre Parti a pour tâche de constituer un front uni national révolutionnaire en coordonnant l'action de l'Armée Rouge et celle des ouvriers, des paysans, des étudiants, de la petite bourgeoisie et de la

bourgeoisie nationale dans toute la Chine » (Mao, 1965: 13). Il réitère : « La tâche tactique fondamentale du Parti, c'est la création d'un large front révolutionnaire, et rien d'autre » (Mao, 1965: 13).

Un tel changement tactique se justifiait par « le développement inégal de la révolution » en Chine. Du fait de la force encore considérable de l'impérialisme, la révolution ne progressait pas au même rythme dans toutes les régions de la Chine et dans toutes les classes sociales de la Chine. Sur la base d'une « juste estimation des points forts et des points faibles » (Mao, 1961: 16) autant de la révolution chinoise que de la contre-révolution, Mao Zedong incitait au rejet du sectarisme et de l'aventurisme de la « porte close » au profit du « front uni ». Plutôt que de « combattre seul » au nom de la pureté et de la rectitude des idéaux de la révolution, le « front uni » impliquait « le recrutement de forces puissantes pour encercler et détruire l'ennemi » (Mao, 1961: 17). Mao Zedong jugeait donc nécessaire de « prendre des mesures énergiques pour liquider l'attitude de "porte close" et d'utiliser le front uni comme moyen d'organiser et de rallier des millions d'hommes ainsi que toutes les armées susceptibles de devenir des amies de la révolution » (Mao, 1961: 16). C'est la seule voie « tant que n'a pas sonné l'heure de la bataille décisive et que nous n'avons pas les forces nécessaires pour livrer cette bataille » (Mao, 1961: 16).

La « république populaire », celle du « front uni », devra donc naître de ce large ralliement de *toutes* les forces sociales anti-impérialistes et antiféodales. Son gouvernement comprend « des membres de toutes les autres classes désireuses de participer à la révolution nationale » (Mao, 1961: 18). Si le PCC et l'Armée Rouge sont les deux piliers du « front uni », l'objectif de la république populaire est toutefois d'élargir la base nationale de la révolution en intégrant le plus grand nombre de forces sociales possible. Pour Mao Zedong, il faut « transformer la république des ouvriers et des paysans en république populaire. Notre gouvernement ne représente pas seulement les ouvriers et les paysans, mais toute la nation » (Mao, 1961: 21). En donnant l'indépendance à la Chine et en brisant la féodalité, « la république populaire profitera non seulement aux ouvriers, mais également aux autres couches du peuple » (Mao, 1961: 22), à l'exclusion de la petite minorité constituée par la bourgeoisie compradore et les propriétaires fonciers. Ces derniers défendent des intérêts contraires à ceux de la majorité du peuple.

Or, reconnaît Mao Zedong, « il y a, bien entendu, conflit d'intérêts entre classe ouvrière et bourgeoisie nationale » (Mao, 1961: 23). Mais en adhérant au front uni national anti-impérialiste et antiféodal, cette dernière réalise la jonction de ses intérêts avec ceux des ouvriers et des paysans qui constituent l'écrasante majorité du peuple. C'est en vertu de cette adhésion que Mao Zedong appelle à la préservation des intérêts de la bourgeoisie nationale dans la phase historique de la république populaire démocratique du front uni patriotique : « Durant la période révolutionnaire démocratique bourgeoise, la république populaire n'abolira pas la propriété privée, à l'exception de celle revêtant un caractère impérialiste ou féodal, et, loin de confisquer les entreprises industrielles et commerciales de la bourgeoisie nationale, elle en encouragera le développement » (Mao, 1961: 23).

Dans cette phase historique transitoire, poursuit-il, la guerre des classes entre patrons et travailleurs doit être apaisée. Prenant le contre-pied de la révolution russe, Mao Zedong appelle à la construction d'un puissant capitalisme privé industriel national chinois protégé par le PCC : « Nous devons protéger tout

capitaliste national qui n'apporte pas son soutien aux impérialistes ou aux traîtres de la nation. À l'étape de la révolution démocratique, la lutte entre le Travail et le Capital a des limites » (Mao, 1961: 23). Le socialisme aux caractéristiques chinoises renvoie donc à une expérience unique du développement du socialisme dans laquelle une partie de la bourgeoisie est intégrée dans le processus révolutionnaire : « La législation du travail de la république populaire protégera les intérêts des ouvriers, mais elle ne s'opposera pas à ce que la bourgeoisie nationale obtienne des profits et développe ses entreprises industrielles et commerciales, car ce développement nuit aux intérêts de l'impérialisme et sert ceux du peuple chinois » (Mao, 1961: 23). À l'étape historique du front uni, la révolution chinoise n'est pas encore de type socialiste, elle est seulement de caractère démocratique bourgeois à tendance socialiste. Aux révolutionnaires purs, naïfs et pressés, Mao Zedong fait cette adresse : « La transformation de notre révolution s'effectuera plus tard » (Mao, 1961: 24). Il annonce pour cela « un temps assez long », qui est aussi celui de la consolidation du front uni sur le plan international avec l'alliance et la solidarité entre la Chine et l'Union soviétique, entre la Chine et les autres peuples colonisés et semi-colonisés du monde. C'est le temps de la Chine actuelle.

3.2 L'expérience du front uni dans la Chine contemporaine

Rigoureusement parlant, la Chine actuelle est une république du front uni. Depuis 1949, ce dernier n'a cessé d'être développé et approfondi par les communistes chinois.

L'année 1979 marque un tournant crucial dans le développement du front uni dans la Chine nouvelle. Guidé par l'ambition de faire de la Chine une grande puissance économique au XXI^{ème} siècle, Deng Xiaoping lance la politique de « Réforme et d'Ouverture ». Il renforce la bourgeoisie nationale à travers le programme des « Quatre modernisations » qui couvrent les domaines de l'agriculture, de l'industrie, de la science et des technologies et de la défense nationale. Il engage entre autres mesures la dé-collectivisation des terres, la suppression des communes populaires, la redistribution de la terre sur la base de l'unité familiale avec location de la terre au paysan pour une durée de 15 ans au cours de laquelle il dispose de la liberté de culture, l'abolition du monopole de l'État sur les céréales. Dans l'industrie, la science et les technologies, la Chine s'ouvre aux capitaux étrangers, créent des Zones Économiques Spéciales (ZES), importe des machines du Japon et de l'Occident. En 1992, le XIV^{ème} Congrès National du PCC reconnaît le concept d'« économie socialiste de marché » qui, en 1993, est inscrit dans la Constitution de la République Populaire de Chine.

Avec Jiang Zemin, une étape décisive est franchie dans la politique du front uni révolutionnaire et national en direction de la bourgeoisie nationale et des forces sociales historiquement non affiliées au PCC. La théorie des « Trois Représentations » ou de la « Triple Représentativité » dont il est le promoteur explicite les trois catégories sociales que le PCC se doit désormais de représenter : les « forces productives progressistes », « la culture chinoise moderne » et les « intérêts fondamentaux de la majorité de la population » chinoise. Cette théorie est interprétée comme un moyen pour le PCC d'intégrer les élites économiques issues de la libéralisation de 1978 dans l'appareil même du Parti. Les représentants des couches sociales autres que les ouvriers et les paysans sont acceptés et admises au sein même du PCC. C'est

le cas des « capitalistes rouges » (industriels, patrons d'entreprises, hommes d'affaires, etc.) qui entrent en masse dans le Parti. Lors du XVI^{ème} Congrès National du PCC en 2002, la « Triple Représentativité » est inscrite dans les statuts du PCC et, en 2003, dans la Constitution de la République populaire de Chine.

En 2012, la Chine entre dans le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère. Xi Jinping poursuit le « Rêve chinois » de « renouveau de la nation » en deux étapes : la réalisation de la société de moyenne aisance (2012-2020) et l'édification d'une Chine socialiste pleinement développée (2020-2049). Il pose comme impératif absolu à l'atteinte de cet objectif final le renforcement du système de démocratie socialiste chinois par la consolidation du front uni patriotique. Faisant le bilan de l'action du PCC au cours des cinq années écoulées, il se félicite :

Nous avons développé de manière globale la démocratie populaire dans son ensemble, fait des progrès complets dans l'amélioration des institutions, des normes et procédures de notre démocratie socialiste grâce à une large participation. Nous avons renforcé les fondements qui sous-tendent la gestion populaire du pays, injecté une vitalité fraîche dans la démocratie au niveau communautaire, et consolidé et élargi le front uni patriotique (Xi, 2022: 32).

3.3 Le Front uni comme creuset de la démocratie consultative chinoise

Dans la phase historique actuelle du socialisme chinois de la grande prospérité, Xi Jinping souligne qu'il est vital que la Chine améliore non seulement son système de démocratie populaire intégrale par lequel le peuple (congrès populaires, députés, syndicats, organisations de la Ligue de la jeunesse communiste, femmes, etc.) gouverne directement le pays, mais aussi développe plus pleinement son système de « démocratie consultative ». Précisant l'objet et l'intérêt de cette dernière en tant que composante de la démocratie populaire intégrale chinoise de la nouvelle ère, Xi Jinping déclare :

La démocratie consultative est un important moyen par lequel la démocratie populaire intégrale est pratiquée. Nous améliorerons le système de démocratie consultative, ferons des efforts coordonnés pour promouvoir des consultations portées par les partis politiques, les congrès populaires, départements gouvernementaux, les comités de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC), les organisations populaires, les communautés et les organisations sociales, et améliorerons diverses plateformes consultatives institutionnelles de sorte à promouvoir un développement approfondi, multiniveau et institutionnalisé de la démocratie consultative » (Xi, 2022: 32).

En clair, la Chine n'est pas un pays de parti unique, le PCC ne gouverne pas seul en Chine. D'autres partis existent : le Comité révolutionnaire du Kuomintang, la Ligue démocratique de Chine, l'Association pour la Construction Démocratique de Chine, l'Association Chinoise pour la Promotion de la Démocratie, le Parti Démocratique des Ouvriers et des Paysans de Chine, etc. Parti leader, le PCC consulte en permanence les autres partis politiques, forces sociales et communautaires représentant les intérêts variés de la nation. Le système démocratique socialiste chinois est de type coopératif, consultatif, interactif et collaboratif, car fondé sur la recherche permanente du consensus le plus large possible entre groupes sociaux et politiques.

Si « le front uni est un instrument efficace pour rallier l'adhésion du peuple et unir ses forces » (Xi, 2022: 33), la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois (CPPCC) constitue, selon Xi Jinping,

le cadre institutionnel d'exercice de ce système de coopération et de consultation multipartite, sous le leadership du PCC. Elle garantit dans la démocratie consultative chinoise les principes de « coexistence à long terme, de surveillance mutuelle et de sincérité » (Xi, 2022: 33). Dans le cadre du CPPCC, le PCC coopère avec les autres partis politiques, mais aussi se concerta avec des figures non politiques, les communautés ethniques, les groupes religieux, les intellectuels n'appartenant pas au PCC pour définir l'intérêt national. Par ailleurs, le CPPCC assure la cordialité des relations entre le gouvernement et les entreprises, la concertation entre le secteur privé et le secteur public, et même entre la Chine et les Chinois de l'étranger. Toutes ces composantes sociales forment le visage du nouveau front uni patriotique dans le socialisme chinois de la nouvelle ère à l'étape actuelle qui est celle de la grande prospérité.

Une question se pose enfin : cette démocratie de concertation à la chinoise n'interpelle pas les autres pays en développement, notamment ceux d'Afrique subsaharienne soucieux de construire leurs systèmes institutionnels en relation avec leurs réalités historiques, leurs conditions nationales qui accordent, à la différence du modèle occidental de compétition, une large place au consensus sous la forme par exemple de la palabre ? (Bidima, 1997). N'est-elle pas une meilleure option comparée à la proposition selon laquelle en Afrique, les fondations de la démocratie doivent reposer sur la polarisation de la société et les inégalités ? (Mbembe, 2000, 2010).

Conclusion

Le XX^{ème} Congrès du PCC a été l'occasion pour le leadership chinois de dresser le bilan du pays depuis son entrée dans le socialisme aux caractéristiques chinoises de la nouvelle ère. Ce bilan se résume à la construction d'une société de moyenne aisance dans tous les secteurs. En une décennie, la Chine s'est hissée au rang de deuxième nation économique mondiale, battant des records de performance sur les plans commercial, industriel, technologique, scientifique, éducatif, sanitaire, écologique et culturel. Xi Jinping a souligné que ces accomplissements se sont produits sans guerre, ni conquête, ni impérialisme, la Chine traçant pour nombre de pays du monde, les pays en développement en particulier, l'exemple d'une nation qui accède à la prospérité économique et au progrès social sans passer par la phase sanglante de l'hégémonisme. Xi Jinping a ensuite tracé les perspectives pour la prochaine étape de la marche de la Chine vers la réalisation d'un grand pays socialiste, prospère, puissant et civilisé, le renouveau de la nation chinoise. Un tel objectif ne peut être réalisé sans le renforcement de la démocratie nouvelle chinoise, dont la particularité est qu'elle intègre les couches bourgeoises dans le processus de construction du socialisme. C'est cette alliance patriotique et anti-impérialiste conduite sous la direction du PCC que Xi Jinping, marchant sur les pas de Mao Zedong, appelle à maintenir et à élargir. À cet égard, Xi Jinping incarne parfaitement le tournant néomarxiste de la Chine contemporaine.

Références

- Bell, D. (1997). *La Fin de l'Idéologie*. Paris: PUF.
- Bidima, J.-G. (1997). *La Palabre: Une juridiction de la Parole*. Paris: Michalon.
- Fukuyama, F. (1992). *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*. Paris: Flammarion.
- Huntington, S. P. (1997). *Le Choc des Civilisations*. Paris: Odile Jacob.
- Mao, Z. (1961). *La Tactique de la Lutte contre l'Impérialisme Japonais*. Pékin: Éditions en langues étrangères.
- Mao, Z. (1965). *La Démocratie Nouvelle*. Pékin: Éditions en langues étrangères.
- Mbembe, A. (2000). *De la Postcolonie: Essai sur l'Imagination Politique dans l'Afrique Contemporaine*. Paris: Khartala.
- Mbembe, A. (2010). *Sortir de la grande nuit: Essai sur l'Afrique décolonisée*. Paris: Seuil.
- Nkolo Ndjodo, L.-M. (2021). *La Théorie Postcoloniale. Culture, Capitalisme et Chaos*. Paris: Ibidem-Verlag.
- Xi, J. (2017). Secure a Decisive Victory in Building a Moderately Prosperous Society in All Respects and Strive for the Great Success of Socialism with Chinese Characteristics for a New Era. *Xinhua News Agency*.
http://www.xinhuanet.com/english/download/Xi_Jinping's_report_at_19th_CPC_National_Congress.pdf
- Xi, J. (2022). Hold High the Great Banner of Socialism with Chinese Characteristics and Strive in Unity to Build a Modern Socialist Country in All Respects. *Xinhua New Agency*. <http://dm.china-embassy.gov.cn/eng/zgxw/202211/P020221101112630789457.pdf>